

LIBERTÉ

LES LETTRES D'UN LOGICIEU

PAR

ÉMILE DE GIRARDIN

La quatrième de ces lettres a paru dans la *Liberté* du 30 novembre; la cinquième paraîtra demain soir, vendredi.

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Bordeaux, 10 janvier, soir.

Mgr Gassalhan, ancien évêque de Vannes, est mort hier soir. Ses obsèques auront lieu demain, à neuf heures.

Angleterre

Londres, 11 janvier.

Sir John Pakington, membre du Parlement, dans un discours qu'il a adressé aux conservateurs de Rochdale, a répondu énergiquement à la politique de sensation et d'inspiration du gouvernement, auquel il reproche, en outre, d'avoir échoué en Irlande.

Limerick, 10 janvier, soir.

Environ 30,000 personnes sont allées recevoir, avec drapeaux et musique, MM. Butt et Smith, membres du Parlement, et d'autres partisans de l'autonomie d'Irlande. Les discours prononcés, à cette occasion, les orateurs condamnent le gouvernement et font appel à tous pour relever la nation opprimée.

Allemagne

Berlin, 10 janvier.

À l'occasion de la présentation des lettres de créance de M. de Gontaut-Biron, à Berlin, et du comte d'Arnim à Versailles, la *Correspondence provinciale* dit que le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Allemagne et la France peut être considéré comme une preuve nouvelle que les deux gouvernements ont, non seulement le désir, mais encore l'espérance qu'ils réussiront de plus en plus à raffermir de nouvelles relations entre les deux grands États voisins.

Belgique

Bruxelles, 10 janvier.

L'indépendance belge publie le télégramme suivant de Madrid, en date du 8 janvier :

« Céspedes, le chef de l'insurrection de Cuba, est en fuite avec deux autres chefs à Curaçao. Tous trois sont gravement malades. »

M. Sagasta est retenti; il a présidé le conseil des ministres.

Espagne

Madrid, 10 janvier.

Le jour même de l'ouverture des Cortes M. Sagasta fera l'exposé de son programme politique. La discussion s'engagera immédiatement sur ce programme, et les Cortes auront à se prononcer entre M. Sagasta et M. Zorilla. On assure que le roi confiera la direction des affaires à celui des deux qui aura réuni le plus de voix parmi les députés dynastiques, sans tenir compte des votes républicains et carlistes.

Il sera nommé le président des Cortes en remplacement de M. Sagasta que lorsque la question de cabinet aura été décidée.

Italie

Rome, 10 janvier.

La princesse Marguerite a été légèrement indisposée; maintenant elle va mieux. La commission du Sénat chargée d'examiner une plainte portée contre le général Medici comme préfet de Palerme, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à suivre.

Le baron de Kubeck, ministre d'Autriche, est attendu ici mardi prochain pour présenter ses lettres de congé.

Les fabricants de tissus italiens tiendront lundi prochain une réunion à Milan pour discuter le nouvel impôt proposé par M. Sella, sur les tissus italiens.

Le prince et la princesse de Metternich sont attendus à Rome la semaine prochaine.

Les résultats de la levée militaire dans la province de Rome sont très satisfaisants.

Rome, 10 janvier.

Trois consistoires se tiendront à Rome d'ici au mois de mars prochain.

On doute toujours au Vatican que le pape

nomme des cardinaux tant qu'il résidera à Rome. On assure dans l'entourage pontifical, qu'un ultimatum sera envoyé aux quelques évêques qui n'ont pas encore adhéré au décret de l'infailibilité.

Mgr Strossmayer est à Naples gravement malade.

Rome, 10 janvier, soir.

Le baron de Kubeck est arrivé ce soir. Le roi est attendu demain.

Il y aura, dimanche, à la cour, un grand dîner auquel sont invités les chefs des légations étrangères.

L'Opinion dit que les bruits de honte, d'après lesquels la commission financière ferait opposition aux projets de M. Sella, d'où s'en suivrait une crise ministérielle, sont dénués de tout fondement.

États-Unis

Nouvelle-Orléans, 9 janvier.

À la suite d'une discussion violente entre les deux factions politiques, qui a eu lieu aujourd'hui dans la Chambre de la Louisiane, un des membres a été tué, tandis qu'il faisait ses efforts pour empêcher l'arrestation d'un des siens par ses adversaires. Ordre a été donné de faire venir un nouveau régiment dans la ville.

(Agence Havas.)

PARIS, JEUDI 11 JANVIER 1872

LA JOURNÉE POLITIQUE

Le *Journal officiel* de ce matin contient un décret du Président de la République portant suppression du Conseil du sceau des titres, dont les attributions sont transférées au conseil d'administration établi près la garde des sceaux, ministre de la justice.

Le Conseil du sceau des titres, institution impériale qui remonte à 1808, avait été, une première fois déjà, supprimé en 1870. On sait que les principales affaires ressortissant au sceau sont les concessions et renouvellements de titres de noblesse — cette nature d'affaires disparaît sous la République — les dépenses d'âge, de parenté et d'alliance pour mariage, les naturalisations et les autorisations de se faire naturaliser ou de servir à l'étranger.

La suppression du sceau affecte aux services de ce conseil, transportés, sans suppression de dépenses, aux bureaux du ministère de la justice, constitue pour le Trésor une importante économie.

Nos lecteurs trouveront, dans le compte-rendu que nous publions plus loin, de la séance d'hier de l'Assemblée nationale, les passages principaux du rapport de M. Buisson (de l'Aude) sur la proposition de MM. le comte Douchet et Humbert, ayant pour objet de fixer à Paris la résidence de l'Assemblée nationale et du gouvernement.

L'honorable rapporteur reproche d'abord aux auteurs de ces propositions de revenir, à trop bref délai, sur une prétention repoussée par l'Assemblée, en septembre dernier. Nous lui ferons remarquer que le règlement a été scrupuleusement respecté par ces messieurs. Que dit le règlement ? Qu'une proposition rejetée par l'Assemblée ne pourra lui être présentée qu'après un délai de trois mois. Or, c'est le 8 septembre 1871 que l'Assemblée a décidé qu'elle continuerait à rester à Versailles avec le pouvoir exécutif et les ministres ; et nous sommes en janvier 1872, c'est-à-dire à quatre mois de distance de cette première décision. D'ailleurs, nous n'hésitons pas à déclarer que, pour notre part, nous considérons les questions de cet ordre, qui intéressent à un si haut point la prospérité et la considération du pays tout entier, comme infiniment au-dessus des règles de la procédure ordinaire.

Sur le fond même de la question, en dehors de l'argument tiré du respect des décisions antérieures de l'Assemblée, en dehors de l'autre argument tiré de la Com-

mune, qu'il a plu à M. Buisson d'appeler « une révolution parisienne », nous ne trouvons dans le rapport aucune raison qui mérite un examen sérieux. Nous ne mentionnons que pour mémoire le raisonnement singulier qui consiste à représenter la question du « choix de la capitale » comme une de « ces questions constitutives qui pourraient diviser l'Assemblée » et comme faisant partie intégrante de « l'avenir réservé ». La France, depuis un demi-siècle, a malheureusement pour elle, assez souvent changé de gouvernements ; chaque gouvernement nouveau lui a donné une constitution nouvelle. Annel de ces gouvernements la pensée est-elle venue qu'en réformant l'organisation du pays, il avait à se prononcer sur le maintien de l'ancienne ou sur le choix d'une nouvelle capitale ?

La majorité a vivement applaudi M. Buisson : c'était la passion qui parlait, la passion réactionnaire de la province contre Paris. Mais, à la fin de la séance, elle a prononcé l'ajournement de la discussion jusqu'après le vote des lois d'impôts : la raison froide et calme avait repris le dessus. C'est un bon symptôme.

Nous publions plus loin le compte rendu de la réunion des commerçants et industriels parisiens, convoqués par les chambres syndicales, qui a eu lieu hier soir dans la salle du Grand-Hôtel. Nos lecteurs savent que cette réunion avait pour but de provoquer la manifestation publique de l'opinion de ses membres sur les projets financiers du gouvernement et sur la dénonciation du traité de commerce.

Nous recommandons tout particulièrement à leur attention les excellents discours prononcés par M. Petit, par M. le vice-président de la chambre syndicale des nouveautés, et par MM. Wolowski et Ferry, membres de l'Assemblée nationale. Un ordre du jour « protestant énergiquement contre les droits sur les matières premières et acceptant toutes les charges, sous toute autre forme que les douanes », et voté, par l'unanimité de la réunion moins deux voix, a clos la séance.

Nous nous étions bien souvent aperçu — mais la chose devient chaque jour plus sensible — qu'au point de vue de la signification, le *Journal des Débats* offre la plus parfaite image du désordre et de l'inconséquence. Chacun de ses rédacteurs a son opinion, et la donne au public avec ce ton d'autorité et de suffisance qui est dans les traditions de l'ex-fleuve de M. Armand Bertin. Aussi, un homme d'esprit qui en fréquente les bureaux de rédaction nous disait-il d'elle, il y a quelques jours : « Ce n'est plus un journal : c'est une boîte aux lettres ».

Nous avions presque oublié cette qualification, qui n'est pas sans avoir de fortes apparences de justesse, lorsqu'un article d'hier, signé Louis Ratisbonne, est venu nous la remettre en mémoire.

Nous allons faire voir à notre aimable confrère, M. Bapst, combien les divergences d'opinions qui se remarquent, depuis quelques jours surtout, dans son journal, sembleraient donner raison à notre indiscrétion. Il n'est personne qui ne sache toute l'ardeur qu'a déployée le *Journal des Débats* pour faire triompher M. Vautrain, l'ami de M. Léon Say, beau-frère de son directeur. Nous avons fait ensemble la même campagne. Nous avons réussi. Nous ne saurions trop nous en réjouir avec tous les hommes qui appartiennent, comme nous, au parti républicain modéré. Mais, en re-

LE RETOUR À PARIS

Paris vient de montrer qu'il pouvait se passer de la présence réelle du gouvernement, et qu'il savait se gouverner lui-même. En vérité, nous ne tenons plus AUTANT à voir l'Assemblée revenir, et nous nous disons que Paris peut très bien vivre sans elle. En comparant la nature, le caractère et la couleur des renforts que la province envoie aujourd'hui même à l'Assemblée, avec l'adjonction qu'y fait l'élection de la capitale, nous sommes tentés de trouver, à notre tour, que la tranquillité de Paris n'aurait guère à gagner au séjour des députés de la France. Paris s'est montré conservateur, il a choisi pour député le président de son conseil municipal, il veut s'occuper de ses affaires, et il ne tient pas à être envahi par les radicaux des Bouches-du-Rhône ou les bonapartistes du Pas-de-Calais.

Cet adjectif AUTANT, venant le 9 janvier après le PEUT-ÊTRE du 7, nous ferait faire bien des suppositions étranges, s'il ne sortait de la plume d'un écrivain aussi sérieux et aussi convaincu que M. John Lemoine. Comment ! c'est après l'élection de M. Vautrain que la feuille de M. Bapst se décide à nettement formuler ses préférences, et cela par la plume de son rédacteur principal ! Celui-ci explique même, dans les lignes suivantes, datées également du 9, pourquoi les *Débats* se sont décidés

à choisir le candidat préféré de M. Léon Say.

Quant on voit, dit-il, et nous le voyons tous les jours, la difficulté extrême avec laquelle le gouvernement et l'Assemblée arrivent à s'entendre sur les questions financières, c'est-à-dire sur celles qui devraient le mieux se régler sans intervention de dissentiments politiques, on se demande comment pourrait marcher la chose publique si on joignait à ces embarras ceux des questions constitutionnelles. C'est pour ces raisons que nous avons appuyé la candidature de M. Vautrain, et que nous nous félicitons de l'avoir vu triompher.

Nous ne comprenons pas vraiment comment l'honorable rédacteur des *Débats* entend le triomphe de M. Vautrain conjurer des embarras soulevés par des questions constitutionnelles ?

Mais ce que nous comprenons moins encore, c'est qu'après avoir lu cette opinion si catégorique dans les *Débats* du 9, nous trouvions le 10, à la même place, sous la signature Louis Ratisbonne, l'opinion contraire formulée avec non moins de netteté que celle de son confrère :

Enfin, nous aurions dû le dire tout d'abord, c'est l'élection de M. Vautrain un succès pour Paris.

C'est la réhabilitation de ce Paris affolé par ses malheurs, revenu enfin à lui-même, et envoyant, comme nous le disions, son ambassadeur à l'Assemblée nationale, un message de conciliation et de paix. L'Assemblée répondra-t-elle à cette grande et significative manifestation par un acte longtemps attendu et qui sera, comme l'élection de Paris, un acte de sagesse ? Nous ne pouvons l'espérer. Nous savons que certains députés de la droite — ils le disent du moins — continuent à recevoir des lettres de province où on leur enjoint de ne pas rentrer à Paris. Mais outre qu'ils ne sont pas hommes à subir un mandat impératif, ils viennent, en même temps que ces lettres de province, de recevoir de la province des confrères dont l'élection ne manquera pas de leur inspirer quelques saines réflexions. Ils envisageront, par comparaison, sous un jour moins sinistre ce Paris qui leur envoie un républicain conservateur, pendant que la province leur envoie des radicaux. Pour peu que cela continue, ils finiront par chercher à Paris un refuge contre la mal'aria révolutionnaire.

Ainsi, M. John Lemoine ne veut pas que Paris « soit envahi par les radicaux et les bonapartistes » de la province nouvellement élu, et M. Louis Ratisbonne pense, au contraire, que c'est contre cette « mal'aria révolutionnaire » que le gouvernement doit venir chercher « un refuge » dans la capitale. Qu'est-ce tout cela signifie ? Nous espérons que M. Bapst nous fera savoir le quel de ses deux rédacteurs représente l'opinion des *Débats*.

Quant on entre dans la voie étroite des complaisances et des petits compromis, on risque toujours de tomber ainsi dans toutes les inconséquences : s'il ne succède à M. Bertin y prenne garde. Tant mieux pour lui, si le public s'en accommode. Le *Journal des Débats* n'a pas, il est vrai, trop de plaisir, jusqu'à présent, de cette façon de procéder ; c'est ainsi qu'il a fait, sous tous les régimes, de ses rédacteurs : des ministres, des députés, des ambassadeurs et des préfets. Qu'il n'oublie pas pourtant la saine morale du bon poète :

Tant va la cruche à l'eau qu'enfin elle se casse.

LÉONCE DÉTROUAT.

P. S. — L'article qui précède était composé, quand nous avons lu dans le *Journal des Débats* que toute la prose de M. John Lemoine ne constituait qu'une fine raillerie. Beaucoup de gens y ont été pris, à droite comme à gauche, au *Constitutionnel* comme à la *République française*. Le public s'accommoda mal de ces finesses extrêmes, et nous terminerons

encore ces quelques lignes par un proverbe à l'endroit de nos confrères du *Journal des Débats* :

Ne forçons point notre talent. Nous ne faisons rien avec grâce.

L. D.

DEUX DIPLOMATES

Les gouvernements sont soumis, comme tout ce qui est humain, à l'expérience, à la discussion, aux attaques, aux hasards de la lutte, aux pièges, aux catastrophes. Ils durent tant qu'ils ont l'autorité, la force et l'appui de l'opinion publique. Proclamer solennellement qu'ils existent, qu'ils sont définitifs, éternels, ne saurait ajouter une heure à leur durée. Les traités diplomatiques conclus en présence de la sainte Trinité et commençant invariablement par ces mots : « Il y aura paix éternelle entre, etc., etc. », n'ont jamais empêché ni les guerres, ni les invasions, ni le brigandage d'État à État, ni la violation des engagements les plus solennels.

La République existe de fait ; nous en assurerons le maintien bien plus par notre sagesse et notre modération, par le respect des lois, par notre tolérance que par une proclamation stérile et platonique qui n'aurait d'autre résultat que de mettre fin à l'espèce de trêve de Dieu consentie par tous les partis en présence des désastres inouïs de la France.

Assurément nous préférons le certain à l'incertain, le définitif au provisoire ; et si l'opinion républicaine était en majorité incontestable à l'Assemblée, nous ne ferions aucune objection à l'idée de proclamer la République comme le gouvernement définitif de la France, ne fût-ce que pour donner satisfaction à quelques groupes susceptibles et ombrageux ; mais on sait que la majorité de l'Assemblée s'opposerait à cette affirmation de la République comme constituant une violation du pacte de Bordeaux, des engagements pris par M. Thiers à la face du pays.

Nous ne discutons pas la valeur de ces engagements : ils nous pèsent ; mais en bonne justice nous ne pouvons nier à nos adversaires, partisans de la monarchie, le droit de s'en prévaloir.

Malgré toutes ces causes, c'est un ex-colleque de M. Thiers, c'est M. Ernest Picard, ministre de France à Bruxelles, qui vient d'attacher ce grelot, de formuler cette proposition dans une réunion de la gauche, sans prendre souci des embarras de toute nature qu'elle pourrait causer à son gouvernement.

Tandis que M. de Broglie, notre ambassadeur à Londres, combat la République de toutes ses forces, M. Ernest Picard, notre ministre à Bruxelles, s'efforce à l'imposer aux dissidents !

Une manière de voir si opposée chez deux membres du corps diplomatique, chargés d'interpréter à l'étranger les vues du gouvernement, constitue une anomalie étrange, voisine du scandale, que le président de la République doit faire cesser sans retard, afin qu'on ne puisse plus dire à l'étranger que la France est sans direction et sans gouvernement.

JULES DE PRÉVY.

L'échec de M. Victor Hugo a rendu impo-

toyables les souteneurs de sa candidature. La *Constitution* jette ce matin le candidat de son choix par dessus le bord avec un incroyable sans façon.

Victor Hugo avait pris d'un peu trop haut avec le suffrage universel. Au lieu d'accepter purement et simplement le mandat impératif qui était offert à sa signature, il avait fait

M. Hippolyte Pain, banquier à Clermont (Oise), un de ceux qui se sont le plus activement occupés de l'élection du duc d'Aniane, vient d'être arrêté sous l'inculpation de faillite frauduleuse au moment où il se disposait à partir pour la Belgique.

Cette faillite, qui est considérable, est un véritable désastre pour l'arrondissement, dont un grand nombre de familles avaient mis leurs économies chez ce banquier, confiantes dans son habileté.

La Société des Agriculteurs de France

La session générale de la Société, qui ramène tous les ans à Paris, pendant huit ou dix jours, plus de huit cents agriculteurs, sera ouverte le 15 janvier, à une heure, dans la grande salle de la Société d'horticulture, rue de Grenelle-Saint-Germain, 31. La Société centrale d'agriculture est l'académie, la Société des agriculteurs est la représentation, l'Assemblée nationale de la France agricole.

Cette année, la Société a pris l'initiative de la fondation d'un Cercle des agriculteurs, dont les salons seront prêts pour le jour même de l'ouverture de la session. Ce Cercle est situé au premier étage, sur le boulevard des Italiens, au-dessus du café Riche.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

LA TEMPÉRATURE. — Ce matin, 11 janvier, à 7 heures, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quezlin, 1, place de la Bourse, marquait 2 degrés 10/100 au-dessus de zéro ; à 11 heures, 3 degrés 5/100 au-dessus de zéro ; à 1 heure, 3 degrés 5/100 au-dessus de zéro ; à 7 heures, 3 degrés 5/100 au-dessus de zéro. Hauteur barométrique, 760 millimètres.

BOURSE DU 11 JANVIER	Précéd.	Premier	Dernier	OBLIGATIONS	Précéd.	Dernier	Hausse
10 3 0/0	94 1/2	94 1/2	94 1/2	Report de la Seine	107	107 1/2	1/2
10 4 1/2 0/0	94 1/2	94 1/2	94 1/2	Ville 1855-1860	105	105	0
10 5 0/0	94 1/2	94 1/2	94 1/2	Ville 1865-1870	105	105	0
10 Emprunt 1872	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1880	105	105	0
10 Emprunt 1873	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1875 non lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1874	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1877 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1875	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1878 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1876	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1879 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1877	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1880 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1878	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1881 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1879	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1882 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1880	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1883 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1881	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1884 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1882	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1885 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1883	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1886 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1884	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1887 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1885	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1888 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1886	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1889 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1887	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1890 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1888	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1891 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1889	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1892 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1890	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1893 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1891	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1894 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1892	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1895 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1893	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1896 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1894	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1897 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1895	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1898 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1896	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1899 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1897	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1900 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1898	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1901 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1899	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1902 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1900	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1903 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1901	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1904 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1902	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1905 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1903	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1906 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1904	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1907 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1905	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1908 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1906	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1909 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1907	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1910 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1908	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1911 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1909	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1912 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1910	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1913 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1911	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1914 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1912	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1915 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1913	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1916 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1914	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1917 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1915	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1918 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1916	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1919 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1917	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1920 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1918	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1921 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1919	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1922 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1920	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1923 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1921	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1924 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1922	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1925 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1923	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1926 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1924	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1927 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1925	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1928 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1926	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1929 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1927	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1930 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1928	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1931 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1929	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1932 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1930	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1933 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1931	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1934 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1932	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1935 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1933	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1936 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1934	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1937 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1935	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1938 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1936	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1939 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1937	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1940 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1938	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1941 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1939	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1942 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1940	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1943 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1941	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1944 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1942	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1945 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1943	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1946 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1944	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1947 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1945	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1948 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1946	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1949 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1947	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1950 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1948	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1951 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1949	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1952 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1950	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1953 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1951	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1954 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1952	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1955 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1953	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1956 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1954	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1957 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1955	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1958 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1956	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1959 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1957	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1960 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1958	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1961 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1959	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1962 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1960	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1963 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1961	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1964 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1962	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1965 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1963	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1966 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1964	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1967 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1965	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1968 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1966	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1969 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1967	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1970 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1968	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1971 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1969	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1972 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1970	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1973 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1971	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1974 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1972	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1975 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1973	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1976 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1974	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1977 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1975	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1978 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1976	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1979 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1977	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1980 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1978	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1981 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1979	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1982 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1980	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1983 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1981	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1984 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1982	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1985 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1983	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1986 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1984	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1987 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1985	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1988 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1986	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1989 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1987	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1990 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1988	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1991 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1989	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1992 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1990	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1993 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1991	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1994 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1992	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1995 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1993	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1996 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1994	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1997 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1995	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1998 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1996	94 1/2	94 1/2	94 1/2	1999 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1997	94 1/2	94 1/2	94 1/2	2000 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1998	94 1/2	94 1/2	94 1/2	2001 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 1999	94 1/2	94 1/2	94 1/2	2002 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 2000	94 1/2	94 1/2	94 1/2	2003 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 2001	94 1/2	94 1/2	94 1/2	2004 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 2002	94 1/2	94 1/2	94 1/2	2005 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 2003	94 1/2	94 1/2	94 1/2	2006 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 2004	94 1/2	94 1/2	94 1/2	2007 lib.	107	107 1/2	1/2
10 Emprunt 2005	94 1/2	94 1/2	94 1/2	2008 lib.	107	107 1/2	

aux cheveux crépus comme ceux d'un nègre, était simplement un charbonnier ne sachant ni lire ni écrire. Il était connu dans la partie révolutionnaire comme un homme extrêmement énergique, prêt à tous les coups de main, et ne reculant devant aucun péril. Après le 4 septembre, il s'est vanté dans un club de la destinée d'Alibab ou de Pavorio. C'était un esprit faible que les discours des réunions publiques avaient fanatisé. Au mois d'avril, il était devenu chef de légion, on ne sait trop comment.

Damery, en se voyant mettre la main sur le collet, a été comme hébété.

Comment? a-t-il dit à plusieurs reprises mais cela n'est pas possible... il y a erreur. La justice m'a reconnu innocent.

ARRÊTATIONS

Deux arrestations importantes ont été opérées hier par la police : ce sont celles des nommés Pierre Ledoux et Pierre Leblanc, tous deux se disant camionneurs de profession, mais en réalité filous émérites et un peu assassins au besoin. Ledoux et Leblanc — deux noms bizarres — ont été arrêtés par un agent accablé — sans accusés de plusieurs vols et attaques nocturnes commis sur la boulevard extérieur. Il y avait longtemps que la police les cherchait. Ils ont été pris dans un horrible garni, faubourg Saint-Antoine, où ils se cachait sous des noms d'emprunt. On attend opérer, par suite des révélations qu'on espère d'eux, plusieurs autres arrestations de la plus grande importance. Leblanc est un ancien repris de justice, condamné à cinq ans de prison pour vol en 1857 par la cour d'assises de Douai.

Ce matin a été arrêté, à cinq heures, rue Julien-Lacroix, à Belleville, la fille Leblanc, blanchisseuse, ancienne cantinière fédérée. Elle a été immédiatement conduite chez le commissaire de police et de là au dépôt.

BROUX NON CONTRÔLÉS. — DEUX ARRÊTATIONS

La police continue à faire une chasse active aux individus qui introduisent dans Paris et mettent en vente des bijoux en or non contrôlés. Un grand nombre de commerçants, dont la police a les noms, du reste, débilitent en ce moment, sous le manteau, des bijoux en or anglais à quatorze et même douze carats. On a arrêté hier l'un d'eux, le sieur Antoine P..., domicilié rue Jacob. Cet individu, bijoutier en chambre, avait chez lui pour plus de cent mille francs de chaînes d'or anglais. Une autre arrestation a été opérée dans les mêmes circonstances : c'est celle du sieur Joseph D..., fabricant d'orfèvrerie, et détenu, comme le précédent, d'un stock considérable d'or anglais. Ces deux arrestations ne sont que le commencement d'une série.

LA CONCIERGE DU GÉNÉRAL CREMER

Le socialisme est contagieux. La concierge de la maison du général Cremer — rue Bouchardon — est devenue républicaine enragée, à l'exemple de son locataire. On peut en juger par la réponse corrélatrice que voici. Nous interrogeons hier M^{me} Bouscatelle — c'est son nom — pour obtenir d'elle quelques détails inédits sur l'arrestation du général, et, comme en échange de ses confidences, nous lui offrons une rémunération sous forme d'une petite coupure :

— Mossieu, n'us a-t-elle dit, vous vous êtes induit en erreur, si vous m'avez pris pour une moucharde; nous sommes tous des francs républicains, ici... excepté le propriétaire, dont auquel je garde le silence, et pour cause. Tout ce que je peux vous confier c'est qu'il n'a rien de républicain, c'est qu'il a été arrêté par la police, et qu'il était deux heures dix au coucou que voilà...

Et M^{me} Bouscatelle, empêchant notre coupure, nous congédia d'un geste majestueux, en grondant sans cesse :

— Si tu crais que je ne t'ai pas flairé, roussin!

HORRIBLE ACCIDENT

Encore un accident de voiture à signaler. Hier, M. Leconte, domicilié 18, rue de la Banque, a été renversé par un fiacre au coin de la rue de Châteauneuf et de la rue Lafayette. Il est si malheureusement tombé que les roues lui ont passé sur le corps. Transporté immédiatement chez un pharmacien du voisinage, il y est mort au bout d'une demi-heure, sans avoir repris connaissance. M. Leconte était un négociant des plus estimés, et très bien posé dans le quartier de la Banque, qu'il habitait depuis longtemps. On remarque que depuis quelque temps les accidents de voiture sont très fréquents.

UN SUICIDE

Hier, des crânes épouvantables se faisaient entendre au numéro 8 de la rue Vintimille. Les voisins, s'étant immédiatement transportés au troisième étage de la maison d'où partaient les cris, trouvant étendu dans son sang le sieur Emile Livert, relieur de luxe, qui venait de se suicider les carotides à l'aide d'un de ces larges couteaux très affilés destinés à charbonner les volumes à relire.

Transporté immédiatement à l'hôpital, il a pu prononcer quelques paroles, avant d'avoir cessé d'être.

Il était âgé de 24 ans, et passait, parmi les gens au milieu desquels il vivait communément, pour le garçon le plus rangé que l'on puisse imaginer.

LE VOL AU TROMPE-L'ŒIL

Un nouveau genre de vol à inscrire au catalogue des filouteries parisiennes et que nous recommandons à l'attention des marchands de comestibles qui étalent leurs marchandises assez négligemment aux devantures. Jacques Labie, l'auteur du larcin, cherchait depuis longtemps, devant la boutique d'un épicer de la rue Lafayette, la solution du problème suivant : Etant donné un entraînement irrésistible vers les truffes, trouver le moyen de croquer le précieux tubercule, sans le payer à raison de 12 francs la livre. Le voleur géomètre s'ingénia à fabriquer des sacs simulés de truffes et réussit, par le fait d'une ombilication de terre et de cire, à produire d'admirables trompe-l'œil.

Il ne s'agissait plus que d'opérer l'échange; mais ici le hasard, ce trouble-fête des grands, amena juste à point un gardien de la paix qui entraîna Jacques Labie au poste, pour lui apprendre qu'il n'y a que deux manières honnêtes de se procurer des truffes lorsqu'on les aime : ou les acheter fort cher, ou aller soi-même les chercher sous terre.

LE MUSÉE DES SOUVERAINS

Se décidera-t-on enfin à le rendre aux visiteurs? Voilà ce que nous ignorons complètement.

ment. Tout ce que nous savons, c'est qu'il se compose en ce moment de vingt-quatre banquettes recouvertes de toile grise et alignées en rang d'oignons dans les immenses salles vides de leurs souvenirs historiques.

Deux gardiens se promènent mélancoliquement dans les galeries désertes, honteux et humiliés de n'avoir à surveiller que les parquets et les plafonds.

Les armoires et les vitrines sont vides. Il reste en tout et pour tout la statue de Henri IV enfant, par Bosio, et celle de Napoléon, exécuté de Brienne.

Que sont devenus le fauteuil de Dagobert, le sceptre et l'épée de Charlemagne, la merveilleuse chapelle du Saint-Esprit de Henri II, les armures de Charles IX, de Henri III, de Louis XIII et de Louis XIV, le missel de la reine Blanche, le testament olographe de Jeanne de France, le meuble à bijoux de Marie-Antoinette, les costumes du sacre de Charles X, la redingote grise et le tricorné légendaires de Napoléon I^{er}, le berceau du roi de Rome, etc., etc ?

Toutes ces reliques, nous a-t-on dit un gardien, sont dans les magasins où on les a reléguées avant le siège de Paris, et dont elles n'ont pas bougé depuis. Quand en sortiront-elles ?

LE THÉÂTRE DU CHÂTELET

Le foyer de la danse du théâtre du Châtelet, qui avait été incendié pendant la Commune et dont il ne restait littéralement plus que les quatre murs, est, à l'heure où nous écrivons ces lignes, complètement réparé, sauf en ce qui concerne les peintures. Le plafond seul, qui représente un ciel bleu, a été commencé il y a quelques jours.

LES FIGURINES DE BERNARD PALISSY

En défrichant un terrain dans les environs d'Appremont, deux paysans découvrirent l'ouverture d'une cave à cinquante centimètres du sol. Le propriétaire, M. le comte de la Grandpré, immédiatement prévenu vint lui-même diriger les travaux et découvrit dans un coin obscur un vieux tas de vieilles poteries émaillées qui, débarrassées de la boue et de la poussière qui les recouvraient, furent reconnues pour des figurines authentiques de Bernard Palissy.

Cette précieuse découverte représente une valeur de plus de cent mille francs.

M. le comte de la Grandpré, qui se disposait à mettre sa propriété en vente, parle aujourd'hui de faire continuer les fouilles.

LES ESTIMATEURS PUBLICS

Le ministre de l'intérieur étudie en ce moment un projet d'après lequel seraient créés, dans toutes les principales villes de France, des bureaux d'estimation où le public pourrait faire évaluer les marchandises achetées par lui, toutes les fois qu'il se croirait trompé. Un droit de dix centimes serait payé à l'Etat pour chaque estimation. Il y aurait à Paris quatre bureaux de ce genre. Chaque bureau se composerait de quatre employés, chargés chacun d'examiner une catégorie de marchandises différentes, comme cela se pratique dans tous les bureaux du mont-de-piété.

LES BASSES COURS SUR LA VOIE PUBLIQUE

Depuis quelque temps le nombre de poules, pigeons, voire même de lapins, que l'on rencontre sur la voie publique étant devenu de plus en plus considérable, la préfecture de police a fait officieusement prévenir un grand nombre de propriétaires de ces animaux qu'il leur fallait l'habitude d'élever certains animaux dans l'intérieur des villes et de les habiter pour présenter des dangers pour la salubrité publique, on allait rompre en vigueur les règlements de police municipale qui prévoient un pareil abus.

Seront exceptés de cette règle ceux possédant des cours ou des enclos.

LES ABSENTS

Nous tenons de la préfecture de police un renseignement qui nous paraît de nature à intéresser le public. Dans la dernière guerre avec la Russie, un certain nombre d'individus n'ont point été compris dans le relevé des soldats tués, blessés ou prisonniers qui a été fait par les soins de l'autorité militaire; ils ont été portés sur les contrôles sous la rubrique : *Disparus ou disparus*. Une pénible incertitude plane donc sur leur sort. La préfecture de police transmettant au jour et à mesure à l'autorité militaire le résultat de ses recherches, c'est à cette autorité que les familles doivent adresser leurs demandes de renseignements.

Mais, ce qui est beaucoup plus grave, c'est le nombre incalculable d'individus, bourgeois et fédérés, qui ont disparu sous le règne de la Commune, et dont il est à cette heure impossible de retrouver la trace.

Malgré tous les soins apportés au travail de recensement, fait à cette occasion par la préfecture de police, bon nombre lui ont échappé par la force même des choses. Aussi est-elle assaillie de réclamations à ce sujet.

On nous affirme qu'une centaine de lettres sont adressées par semaine à M. le préfet de police par des familles qui ne sont pas encore fixées sur le sort de leurs parents, ce qui représente environ 1,000 demandes de cette nature reçues par la préfecture depuis le mois de juin dernier. Ces demandes sont d'ailleurs toutes immédiatement accueillies par l'autorité et deviennent de sa part l'objet d'actives recherches en France et à l'étranger. Un grand nombre ont été déjà couronnées de succès.

Les Foyers du nouvel Opéra

Les travaux de l'intérieur du nouvel Opéra avancent assez lentement. A plusieurs reprises et pour différents motifs, dont on devine aisément que le principal a été le manque d'argent, il a fallu diminuer le nombre des ouvriers.

Nous nous proposons de tenir fidèlement nos lecteurs au courant de l'exécution successive des détails de cette œuvre immense. Pour aujourd'hui, nous nous bornerons à une rapide description des foyers.

Le nouvel Opéra aura trois foyers, se faisant suite, à la hauteur du premier étage.

Le plus intérieur, ou avant-foyer, s'ouvrira sur le corridor des loges de balcon; le plus extérieur, ou loggia, donnera sur la place du Nouvel Opéra; celui du milieu s'appellera le grand foyer.

Chacun de ces trois foyers aura pour longueur la largeur même de la façade du nouvel Opéra, soit 70 mètres. La hauteur des plafonds variera : elle sera pour l'avant-foyer de 10 mètres; pour le grand foyer de 18 mé-

tres; pour la loggia de 20 mètres. Quant à la largeur, l'avant-foyer et la loggia n'auront que 8 mètres; le grand foyer aura 12 mètres.

Nous avons dit tout à l'heure que l'avant-foyer ouvrirait sur le corridor circulaire des loges de balcon; nous entendons par là que l'avant-foyer communiquerait directement avec ce corridor circulaire par deux galeries situées à droite et à gauche de l'escalier d'honneur, qui monte jusqu'au palier du premier étage. Dans ces deux galeries, du reste, débouchent les escaliers latéraux qui conduisent à tous les autres étages.

L'avant-foyer n'aura de remarquable qu'un splendide plafond voûté, en mosaïque. Ce plafond est l'œuvre de deux vénitiens qui sont venus à Paris, il y a quelques années, dans le dessin d'un palais à Venise, et qui ont été chargés de la décoration de la loggia, c'est qu'on était habité, chez nous, à la regarder comme une œuvre d'art d'une cherté inouïe.

Outre le mérite de l'exécution la plus parfaite, leurs travaux ont celui d'un bon marché tel que le prix en est accessible, même aux propriétaires de la classe moyenne. Ce qui avait fait renoncer depuis très longtemps à l'emploi de la mosaïque dont on était si prodigue au moyen âge et au temps de la Renaissance, surtout en Italie et même en Asie, c'est qu'on était habité, chez nous, à la regarder comme une œuvre d'art d'une cherté inouïe.

On savait que le travail de la mosaïque est, chez les Romains, par exemple, aussi compliqué, aussi minutieux que celui de la tapisserie des Gobelins; et on s'était habitué à ne voir de la mosaïque que dans les musées, comme pièce curieuse et rare. Les deux Vénitiens dont nous parlons ont donc rendu à l'architecture française un signalé service en mettant la belle mosaïque à la portée de presque toutes les bourses.

Le plafond du grand foyer, voûté comme celui de l'avant-foyer, sera revêtu de peintures sur toile exécutées sous la direction de M. Baudry. La décoration des colonnes et des panneaux consistera en bas-reliefs en stuc, chargés de dorures. A chacune des deux extrémités, dans le sens de la longueur, s'élèveront deux cheminées monumentales, en marbre blanc surmontées chacune de deux cariatides en bronze supportant la voûte. De chaque côté de ces deux cheminées s'ouvriront des portes conduisant aux deux petits salons qui termineront à droite et à gauche le grand foyer.

On passera de l'avant-foyer dans le grand foyer par trois grandes ouvertures garnies de riches portières. On passera du grand foyer dans la loggia par cinq portes vitrées.

La loggia ou foyer ou plein air, donne comme nous l'avons dit sur la place de l'Opéra. Nos lecteurs ont déjà, sans doute, admiré les sept magnifiques balcons que décore la colonnade du 1^{er} étage. C'est là qu', durant les entr'actes, les spectateurs viendront prendre l'air.

Comme on a pu le voir, la circulation à travers les foyers sera des plus faciles, et on y retrouve l'aïeule et l'empereur que M. Garnier s'est attaché à donner à toutes les parties de son vaste monument.

BIBLIOGRAPHIE

La 2^e édition de l'intéressant ouvrage du général Palikao, *Un Ministère de 21 jours*, vient de paraître chez l'éditeur Henri Plon. Un très beau volume in-8^o, enrichi d'une grande carte stratégique colorée. Prix : 6 fr. franco, 10 fr. par Gauchier, Paris.

HOMMES ET CHOSES

Il ne faudrait pas croire que les Prussiens, j'entends parler des soldats, soient extrêmement satisfaits de voir se prolonger leur occupation chez nous. Les officiers remplissent leur carrière; qu'ils soient là ou ailleurs, ils l'acceptent assez bénévolement, d'autant plus que le temps leur compte comme campagne.

Leurs soldats, c'est une autre chose. Le reproche que nous leur faisons, c'est qu'ils ne peuvent s'exprimer ainsi au sujet d'une si douloureuse situation. A force de souffrir, on finit par prendre son mal en patience, et par en plaisanter. On n'a pas oublié tout ce qui échappait à Scarron, dans la verve endiablée n'avait jamais de plaisanterie assez forte pour ses infirmités.

Il n'y a rien qui soit plus avidement saisi par les soldats que les caricatures que nous avons faites sur Guillaume et Bismarck, et dès qu'un journal à images arrive, ils se le procurent, sans regarder à la défense, ou obtiennent de les feuilleter gratis, espérant toujours y trouver des allusions à leur adresse.

Pourvu que les caricaturistes épargnent les petits, par exemple; car ils froissent les sources et parfois se fâchent tout rouge, si un simple porte-casque est mis en cause.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que M. de Bismarck ait réclamé les bons offices de notre censure. Seulement, il y a des libraires qui se sont approvisionnés d'une assez grande quantité des charges publiées depuis le commencement de la guerre, et c'est sur celles-là que la gaieté tudesque s'exerce.

Si nous n'émancipons plus les peuples avec le drapeau tricolore, le crayon de nos artistes en changera, à la longue.

En attendant, le chiffre des troupes diminue sensiblement, et ce que rapporte mon correspondant; chaque jour des détachements partent pour l'Allemagne et sont remplacés dans de moindres proportions.

Ces pauvres diables de soldats sont véritablement effrayés des préparatifs qu'ils supposent que nous devons faire. Comme ils se voient obligés de servir encore pendant de longues années, ils sont résignés à leur sort. Beaucoup qui n'attendaient, en partant, que la fin de la guerre pour se marier, y renoncent absolument, ou plutôt leurs fiancées ne se soucient pas d'épouser un homme destiné à une mort prochaine.

Il y a des victoires qui coûtent plus cher que des défaites, même en rapportant cinq millions, — et, au bas mot, dix mille pendules.

Mon Dieu! doit-on savoir bien l'heure en Prusse, à présent!

La gent communarde disait, il y a huit jours : « Victor Hugo sera élu député le 7, et le 8 nous le proclamerons président de la République. »

C'était plus facile à projeter qu'à réaliser; mais le fiasco gigantesque du poète, non moins gigantesque, a cassé tous les œufs de la Perrette radicale.

Il est gros Jean comme devant.

Mais voici qu'un autre gros bonnet, rouge, point à l'horizon. Hugo est à la mer, vive Ledru-Rollin!

Celui-là était un véritable orateur. On dit

qu'il a beaucoup baissé depuis qu'il s'est retiré sous sa tente opulente. Il a, du moins, engraisé considérablement et tourne au mastodonte. Il peut parler quatre heures durant sans avoir recours au verre d'eau sucrée; sa voix est tonnante, sa force énorme; mais sous son apparence de taureau il y a une nature molle et flaque.

Ledru-Rollin s'était cru appelé au rôle de dictateur; il ne le sera jamais; il a manqué le coche en 48, et tout le monde sait trop que son fameux bulletin n^o 16, si énergique et si carré, a été écrit par George Sand.

Si Ledru-Rollin revient, c'est que Blanqui s'est fini. Il a juré autrefois qu'il ne figurerait jamais dans un gouvernement dont Blanqui ferait partie — ce chef populaire lui inspirait un terreur bleue, — et pourtant il l'a laissé inscrire son nom à côté du sien sur la liste du Comité de salut public qui circula dans les masses.

Mais, la réflexion aidant, il passa par toutes les angoisses de ce qui pouvait advenir. Il se voyait débordé par Blanqui; il voyait d'instinct ce sectaire farouche et convaincu le prolétariat tout entier se levant et marchant comme un seul homme. Il eut peur.

Le lendemain matin, c'était le 16 avril 1873, il se jeta dans les bras de Lamartine et de Carlier, chef de la police, qui lui conseillaient de faire battre le rappel. C'est ce qu'on a appelé la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

Blanqui, le jugeant à sa valeur, organisa l'insurrection de juin qui vaincue et terrassée, rendit Ledru-Rollin à la vie d'un simple député. Mais il ne renonça pas à ses idées de dictature, et Blanqui éloigné, il ne se voyait plus de rival. Le 13 juin de l'année suivante, il appela la manifestation des Bonnets à poil. Elle a porté à la république de Ledru-Rollin les premiers coups.

tir le peloton d'exécution, mais il ne veut rien dire et refuse de donner les noms de ses officiers ou de ses camarades de pique.

Les écheval se lève. Son interrogatoire n'offre aucun intérêt. Les charges qui pèsent sur lui sont les mêmes que pour Marcell, qui suit.

Fortin, feutillagiste, était employé, sous la Commune, à la Préfecture de police.

Il était particulier de Genton, dont il devait épouser la fille; il a révélé au sieur Berger, son beau-frère, qu'il avait porté l'ordre de fusiller les otages, qu'il avait assisté à leur exécution et qu'il avait pris son sabre à l'officier chargé de commander le feu.

Cette dernière circonstance offrait une coïncidence parfaite avec la disposition d'un témoin qui a vu de sa cellule effectuer cette remise de sabre dans le premier chemin de ronde, démontre bien que Fortin était parmi les assassins.

Fortin essaie de le nier; mais il est resté absent de son domicile du 13 au 31 mai, et ne peut nier de l'emploi de son

